

COMITE NATIONAL D'ENTENTE

des associations patriotiques et du monde combattant

Le Président

Paris, le jeudi 20 septembre 2018

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République Française,
Palais de l'Élysée - Rue Saint-Honoré
75008 - PARIS

Le Comité National d'Entente (CNE), que je préside et qui représente plus de 40 associations patriotiques, d'anciens combattants et de victimes de guerre, soit environ 1.500.000 personnes, a suivi l'hommage que vous avez tenu à rendre personnellement à Madame Josette Audin et indirectement à son mari, Maurice. Ce rappel historique, plus de 60 ans après la mort tragique de Maurice AUDIN, a surpris bon nombre de membres de nos associations, qu'ils soient, ou non, des anciens de la Guerre d'Algérie ! Et une fois passé le moment d'étonnement pour les uns, voire de colère pour d'autres, et sans occulter la réalité des faits, je dois vous avouer que le déplacement du Chef des Armées a soulevé plus d'interrogations qu'il n'a apporté d'apaisements !

Faut-il que le Président de tous les Français parle de la Guerre d'Algérie, à travers un cas particulier, alors que les plaies ne sont pas encore refermées au sein de la communauté française ?

Parmi tous les métiers que le pouvoir politique a fait faire à l'armée française pendant 7 années, faut-il ne retenir que le plus sombre d'entre eux ?

Faut-il faire de Maurice Audin un héros national, oubliant ainsi qu'il trahissait sa patrie et l'armée française ?

Faut-il occulter que la bataille d'Alger, même si elle eut des heures sombres, a éradiqué le terrorisme qui frappait quotidiennement la population algéroise, permettant ainsi de sauver la vie de centaines d'innocents ?

Et s'il faut reconnaître la honte laissée par la torture de Maurice Audin, faut-il oublier de notre mémoire les centaines de Français kidnappés, torturés et assassinés et jamais retrouvés ?

S'il faut reconnaître les blessures de la France dans ce conflit, faut-il n'évoquer que la torture et passer sous silence le désarmement de milliers de Harkis, leur abandon sur ordre du gouvernement et leur massacre ?

Faut-il revenir sans cesse sur la Guerre d'Algérie, qui reste encore une blessure vive, dans la mémoire de l'Armée française, avec ses quelque 20.000 soldats morts pour une cause morte, cette guerre perdue malgré une bataille gagnée, ses harkis trahis en dépit des promesses faites et le drame causé par le putsch ?

Faut-il entreprendre un travail historique uniquement sur les disparus de la guerre d'Algérie, oubliant ainsi l'action humaine, sociale, sanitaire, éducative de pacification de la France dans ce pays ?

Faut-il rappeler la dimension tragique de la discipline en opérations, car tout ordre débute toujours par des mots, quelques lignes ou un geste, mais se traduit pour son exécutant par un acte qui l'engage, voire jusqu'à sa mort ?

Le Général d'armée (2s) Bruno DARY
Président du Commission National d'Entente

Copie du courrier adressée à :

- Madame Florence PARLY, Ministre des Armées,
- Madame Geneviève DARRIEUSSEQ, Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre des Armées
- Général d'armée (2s) Benoît PUGA, Grand Chancelier de la Légion d'Honneur
- Général d'armée François LECOINTRE, Chef d'état-major des armées
- Général d'armée Jean-Pierre BOSSER, Chef d'état-major de l'armée de terre
- Amiral PRAZUC, Chef d'état-major de la marine
- Général d'armée aérienne , Chef d'état-major de l'armée de l'air
- Général d'armée Directeur général de la Gendarmerie nationale
- Amiral Bertrand ROGEL, Chef d'état-major particulier de la Présidence de la République